

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

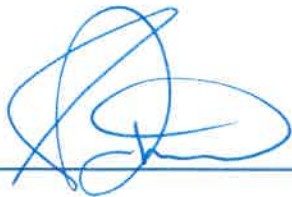
Ville de Saint-Hyacinthe | 54048 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Rémi Dubois, CPA, CGA, OMA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Hyacinthe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Date

2022-05-10.

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de Ville de Saint-Hyacinthe

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Saint-Hyacinthe (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208
Montréal, le 9 mai 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	83 899 294	87 282 068	84 311 366
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 953 425	7 435 265	7 501 010
Quotes-parts	3	7 182 567	497 438	473 808
Transferts	4	13 554 113	20 002 856	6 929 676
Services rendus	5	12 023 885	12 954 455	8 999 232
Imposition de droits	6	4 187 000	7 635 780	6 634 897
Amendes et pénalités	7	1 962 500	2 815 165	3 104 537
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	943 885	945 807	1 162 539
Autres revenus	10	276 707	3 279 859	4 191 119
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	130 983 376	142 848 693	123 308 184
Charges				
Administration générale	14	10 649 224	13 519 132	10 454 994
Sécurité publique	15	19 064 965	18 632 525	18 105 665
Transport	16	13 442 789	19 661 188	18 405 926
Hygiène du milieu	17	26 136 085	29 236 404	28 539 820
Santé et bien-être	18	975 424	1 992 740	1 579 426
Aménagement, urbanisme et développement	19	8 001 292	7 567 084	6 864 708
Loisirs et culture	20	16 791 142	19 383 287	16 478 111
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 758 164	3 776 081	3 842 915
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	100 819 085	113 768 441	104 271 565
Excédent (déficit) de l'exercice	25	30 164 291	29 080 252	19 036 619
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		466 233 438	440 499 994
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			6 696 825
Solde redressé	28		466 233 438	447 196 819
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		495 313 690	466 233 438

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	35 485 777	50 055 800
Débiteurs (note 5)	2	62 607 552	52 525 492
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	195	193
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	3 501 000	4 830 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	101 594 524	107 411 485
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	24 510 300	48 101 323
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	16 661 766	18 023 989
Revenus reportés (note 12)	12	543 883	784 841
Dette à long terme (note 13)	13	137 469 064	119 384 439
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	179 185 013	186 294 592
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(77 590 489)	(78 883 107)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	567 613 090	539 842 698
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 173 962	4 342 681
Stocks de fournitures	20	601 058	571 001
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	516 069	360 165
	23	572 904 179	545 116 545
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	495 313 690	466 233 438
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	30 164 291	29 080 252	19 036 619
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	51 700 000 )(	52 614 612 )(	31 968 757)
Produit de cession	3	310 000	1 674 200	496 711
Amortissement	4	21 470 000	23 245 327	22 101 497
(Gain) perte sur cession	5		(75 307)	241 711
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(29 920 000)	(27 770 392)	(9 128 838)
Variation des propriétés destinées à la vente	9		168 719	107 311
Variation des stocks de fournitures	10		(30 057)	(14 732)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(155 904)	(172 793)
	13		(17 242)	(80 214)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	244 291	1 292 618	9 827 567
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(78 883 107)	(88 710 674)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la vente	19			
Solde redressé	20		(78 883 107)	(88 710 674)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(77 590 489)	(78 883 107)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	29 080 252	19 036 619
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	23 245 327	22 101 497
Autres			
▪ Gain sur cession	3	(75 307)	241 711
▪	4		
	5	52 250 272	41 379 827
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(10 082 060)	17 008 689
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(3 898 848)	225 593
Revenus reportés	9	(240 958)	230 634
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 329 000	612 000
Propriétés destinées à la revente	11	168 719	107 311
Stocks de fournitures	12	(30 057)	(14 732)
Autres actifs non financiers	13	(155 904)	(172 793)
	14	39 340 164	59 376 529
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(50 077 987)	(41 670 338)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	1 674 200	496 711
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(48 403 787)	(41 173 627)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23	(2)	51
	24	(2)	51
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	31 054 205	2 010 238
Remboursement de la dette à long terme	26	(12 908 039)	(9 685 338)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(23 591 023)	2 308 821
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(61 541)	252 521
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(5 506 398)	(5 113 758)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(14 570 023)	13 089 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	33	50 055 800	36 966 605
Solde déjà établi	34		
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	35	50 055 800	36 966 605
Solde redressé	36	35 485 777	50 055 800

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Hyacinthe (ci-après « la municipalité »), est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

L'actuelle Ville de Saint-Hyacinthe (ci-après « la municipalité »), date du 1er janvier 2002. En vertu du décret 1480-2001 du gouvernement du Québec du 27 décembre 2001, la municipalité est issue du regroupement de cinq municipalités de la banlieue immédiate : la Ville et la Paroisse de Sainte-Rosalie, Saint-Thomas-d'Aquin, la Paroisse Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe et la Paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés de la municipalité, lesquels sont établis conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les "normes comptables").

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice consolidé à des fins fiscales par organisme, présenté aux pages S13 et S14, et la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la municipalité comprend l'organisme péri municipal suivant :

- la Régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains 54.29%

b) Partenariats

s.o.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents se composent des fonds de caisse, des soldes bancaires et des placements dans des marchés monétaires.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Ces stocks sont comptabilisés au coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Machineries, outillages et équipements divers	10 à 20 ans
Ameublements et équipements de bureau	5 à 10 ans
Améliorations locatives	15 ans

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût des l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais reportés liés à la dette à long terme sont présentés en réduction de la dette à long terme et amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état de la situation financière.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté des Maskoutains relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre d'autres revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées inter employeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Ces avantages comprennent les prestations de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante: valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir. Le solde net du coût des services passés résultant de la modification effectuée au Régime en 2011 avait été affecté au poste "Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir" pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA au 31 décembre 2008, soit 15 ans ou jusqu'en 2023;
- **Financement à long terme des activités de fonctionnement :**
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
 - pour le transferts : amortie de façon linéaire sur une période de trois ans soit jusqu'en 2024.
 - pour la dette à long terme pour la biométhanisation : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

l) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	32 485 777	17 895 800
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	3 000 000	32 160 000
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	35 485 777	50 055 800
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	7 164 291	7 384 604
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	5 118 661	6 336 762

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	3 848 111	3 780 801
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	38 199 670	27 598 202
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	13 109 566	14 899 436
Organismes municipaux	15	710 656	1 189 968
Autres			
▪ Amendes, mutations, autres	16	6 739 549	5 057 085
▪	17		
	18	62 607 552	52 525 492
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	28 372 082	18 029 252
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21	3 483 283	10 385 247
	22	31 855 365	28 414 499
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	1 456 818	1 111 154

Note

Au 31 décembre, la valeur comptable brute des débiteurs dépréciés totalise 2 399 922\$ (2 164 796\$ au 31 décembre 2020). Ces débiteurs sont présentés aux états financiers déduction faite d'une provision pour dépréciation de 1 456 818\$ (1 111 154\$ au 31 décembre 2020).

En vertu des ententes avec le gouvernement du Québec et du Canada, la municipalité recevra de ces derniers, sous forme de transferts, une compensation

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

pour les intérêts qu'elle doit payer sur ces sommes.

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 0.5% à 3.3% au 31 décembre 2021 et suivant et viennent à échéance au plus tard en 2041

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	195	193
Autres placements	31		
	32	195	193
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Participation financière dans la Coopérative régionale d'électricité de St-Jean-Baptiste de Rouville

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	3 501 000	4 830 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	3 501 000	4 830 000
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 952 000	2 000 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	8 702	10 046
Autres régimes (REER et autres)	41	75 990	76 856
Régimes de retraite des élus municipaux	42	90 774	101 162
	43	2 127 466	2 188 064

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisés au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

9. Autres actifs financiers

	2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 10 000 000\$ portant intérêt au taux préférentiel de 2.45% moins 1% et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la municipalité.

La municipalité dispose d'emprunts temporaires pour des charges relatives à certains règlements d'emprunt pour un montant maximum autorisé de **252 026 231\$**. Ces emprunts temporaires seront remboursés lors des financements permanents des règlements touchés et portent intérêt au taux préférentiel (2.45% au 31 décembre 2021 ; 2.45% au 31 décembre 2020) moins 1%. Au 31 décembre 2021, ces emprunts temporaires s'élèvent à **24 510 300\$** et se détaillent comme suit:

No	Description	Emprunt total	Emprunt tempo.	Emprunt tempo.
Règl.		approuvé	au 31/12/2021	au 31/12/2020

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

412	Rue Bérard	1 429 000\$	0\$	0\$
413	Biométhanisation	76 254 000\$	0\$	1 256 781\$
436	Rue Scott	613 000\$	0\$	0\$
456	Avenue Jose-Maria Rosell	1 407 000\$	0\$	0\$
477	Marché centre	5 000 000\$	0\$	0\$
531	MAN Usine de filtration	15 500 000\$	0\$	10 800 601\$
540	Étag. ferroviaire Casavant	32 000 000\$	0\$	24 396 100\$
572	TECQ 2019	3 525 400\$	0\$	2 645 297\$
578	PB 2019	756 000\$	0\$	0\$
583	OHMA	2 780 000\$	900 000\$	400 000\$
593	Aqued.Grand Rg ST-François	5 500 000\$	0\$	3 890 700\$
594	Plan & Devis Stat. Pompage	561 600\$	300 300\$	162 300\$
596	RPTB 2020 & Pistes Cyclable	4 324 800\$	0\$	2 949 644\$
598	Plan & Devis Bibliothèque	1 236 000\$	657 500\$	226 500\$
599	Prol.Rue Jose Maria-Rosell	2 000 000\$	1 551 500\$	1 238 900\$
601	PB 2020	1 574 000\$	0\$	0\$
604	Mise aux normes U.Épuration	33 400 000\$	908 300\$	134 500\$
605	Agrandissement Bibliothèque	14 764 000\$	6 374 000\$	0\$
606	Acquisition de Propriétés	5 325 000\$	3 583 000\$	0\$
617	Travaux Concorde Sud	5 200 000\$	0\$	0\$
620	TECQ 2020	8 285 000\$	4 298 800\$	0\$
622	Restauration LP Gaucher	10 919 331\$	0\$	0\$
624	RPTB 2021	3 825 000\$	2 956 800\$	0\$
627	NPTB 2021	1 519 000\$	351 000\$	0\$
628	Réfection Avenue Aéroport	1 531 100\$	984 900\$	0\$
633	Acquisition de Propriétés	3 200 000\$	1 644 200\$	0\$
634	Hon.Prof.Prom. & Parc	2 747 000\$	0\$	0\$
638	Man & Agr. ST.Pompage Pratte	6 850 000\$	0\$	0\$
Total		252 026 231\$	24 510 300\$	48 101 323\$

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	7 803 354	6 669 877
Salaires et avantages sociaux	48	2 200 565	2 206 376
Dépôts et retenues de garantie	49	3 356 296	2 459 907
Provision pour contestations d'évaluation	50	9 911	85 078
Autres			
▪ Gouv.Canada	51	286	
▪ Gouv.Québec	52	1 627 312	68 104
▪ Organismes municipaux	53	607 869	5 481 501
▪ Intérêts courus	54	857 581	850 297
▪ Autres	55	198 592	202 849
	56	16 661 766	18 023 989

Note

Le montant des crédoiteurs relatifs aux immobilisations, incluant les retenues, représente 8 650 536\$ (6 113 911\$ au 31 décembre 2020)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	251 761	434 853
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	258 592	295 491
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Autres	69	33 530	54 497
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	543 883	784 841

Note**13. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,30	2022	2046	77	137 463 900	119 984 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres			2023	2023	84	666 666	
					85	138 130 566	119 984 400
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(661 502)	(599 961)
					87	137 469 064	119 384 439

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88	27 534 700		333 333	27 868 033
2023	89	19 777 000		333 333	20 110 333
2024	90	12 469 000			12 469 000
2025	91	7 358 000			7 358 000
2026	92	34 650 200			34 650 200
2027 et plus	93	35 675 000			35 675 000
	94	137 463 900		666 666	138 130 566
Intérêts et frais accessoires	95	()	()	()	()
	96	137 463 900		666 666	138 130 566

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	123 557 487	2 890 554		126 448 041
Eaux usées	105	243 100 932	7 260 116	488 192	249 872 856
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	195 451 779	38 885 169		234 336 948
Autres					
▪ Amén.parcs, stationnements, ..	107	39 557 294	3 795 998		43 353 292
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	159 011 046	4 660 610		163 671 656
Améliorations locatives	111	4 627 108	26 609		4 653 717
Véhicules	112	11 227 238	909 049	727 606	11 408 681
Ameublement et équipement de bureau	113	14 430 131	289 730		14 719 861
Machinerie, outillage et équipement divers	114	37 931 722	1 625 178	294 377	39 262 523
Terrains	115	28 328 187	700 269	66 710	28 961 746
Autres	116	435 351	986 071	981 309	440 113
	117	857 658 275	62 029 353	2 558 194	917 129 434
Immobilisations en cours	118	34 685 784	(9 414 741)		25 271 043
	119	892 344 059	52 614 612	2 558 194	942 400 477
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	56 890 643	2 987 248		59 877 891
Eaux usées	121	92 621 459	5 755 491	47 957	98 328 993
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	109 642 813	5 576 612		115 219 425
Autres					
▪ Amén.parcs, stationnements, ..	123	14 562 459	1 645 139		16 207 598
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	40 841 798	3 925 065		44 766 863
Améliorations locatives	127	1 231 314	231 355		1 462 669
Véhicules	128	5 797 810	587 291	672 210	5 712 891
Ameublement et équipement de bureau	129	11 151 513	570 497		11 722 010
Machinerie, outillage et équipement divers	130	19 479 238	1 812 401	239 134	21 052 505
Autres	131	282 314	154 228		436 542
	132	352 501 361	23 245 327	959 301	374 787 387
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	539 842 698			567 613 090
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138	4 173 962	4 342 681
Autres	139		
	140	4 173 962	4 342 681
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	4 173 962	4 342 681

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Assurances générales	154	279 691	220 126
▪ Autres	155	236 378	140 039
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	516 069	360 165

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles renouvelables et non résiliables, la municipalité s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 72 147 242\$. Les montants qui seront versés au cours des cinq prochains

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

exercices sont estimés comme suit :

	2022	2023	2024	2025	2026
Déneigement	1 793 660	1 002 422	377 219	146 608	97 738
Produits chimiques	2 073 729	1 741 619	1 106 967	0	0
Subventions	6 460 367	2 879 212	1 329 805	1 265 319	739 502
Autres	7 866 194	2 584 262	1 795 142	743 910	315 236
Quote-part - OMH	361 155	0	0	0	0
Immobilisations en cours (commandes) (a)	37 467 176				
Total	56 022 281	8 207 515	4 609 133	2 155 837	1 152 476

(a) Les dépenses admissibles feront l'objet de subventions.

Les obligations contractuelles - Autres consistent en des contrats de constructions et d'installations de biens corporels ainsi que des frais de gestion versés à des organismes.

De plus, la municipalité s'est engagée à combler chaque année 10 % du déficit d'opérations de l'Office municipal d'habitation de Saint-Hyacinthe. En 2022, le montant s'élèvera à 361 155\$.

Enfin, le montant des règlements d'emprunt autorisé pour le financement des immobilisations et des charges de fonctionnement ou le refinancement de la dette à long terme n'ayant pas encore fait l'objet de l'émission d'un billet ou d'une obligation s'élève à 252 026 231\$.

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté au montant de 35 917\$.

Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 19 959\$.

Régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains

La Régie s'est engagée en vertu d'un contrat de location d'un local à verser une somme minimum de 29 400\$. Ce contrat échoit en décembre 2023. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 14 700\$ pour les années 2022 et 2023.

De plus, la Régie s'est engagée auprès de contrats régionalisés de collecte, de transport et d'élimination des déchets domestiques, échéant de 2022 à 2025, à verser une somme de 32 387 266\$. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 9 126 488\$ en 2022 et à 8 287 648\$ de 2023 et 7 711 565\$ pour 2024 et 2025.

20. Droits contractuels

La municipalité a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2024, prévoyant la perception de loyers totalisant 1

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

122 112\$. Les revenus de location à percevoir au cours des trois prochains exercices s'élèvent à 298 724\$ en 2022, 416 385\$ en 2023 et 407 003\$ en 2024.

Suite au décret numéro 1228-2021 du 15 septembre 2021 qui autorise la Ministre à octroyer une subvention maximale de 5 000 000\$ pour le réaménagement de la Promenade Gérard-Côté, la municipalité a autorisé la signature de la Convention de subvention à intervenir avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 7 décembre 2021. Cette subvention servira au financement de dépenses d'immobilisations futures.

21. Passifs éventuels

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

La municipalité a cautionné des emprunts contractés par la Cité de la biotechnologie agroalimentaire, vétérinaire et agroenvironnementale (2003), organisme dans lequel la municipalité a deux membres au conseil d'administration. Au 31 décembre 2021, le montant total autorisé représente une somme de 17 160 000\$ et se résume comme suit:

- un premier contrat de crédit d'un montant maximal de 5 060 000\$;
- un second contrat de crédit d'un montant maximal de 5 000 000\$;
- un troisième contrat de crédit d'un montant maximal de 1 100 000\$;
- un quatrième contrat de crédit d'un montant maximal de 2 000 000\$;
- un dernier contrat de crédit d'un montant maximal de 4 000 000\$.

Au 31 décembre 2021, le solde de ces emprunts totalise 4 000 000\$.

La municipalité détient un surplus accumulé affecté au montant de 1 500 000\$ pour couvrir ces cautions.

La municipalité a également cautionné un emprunt contracté par le Centre de développement pharmaceutique de Saint-Hyacinthe pour un montant maximum de 10 000 000\$ correspondant à 80 % du montant total autorisé.

Au 31 décembre 2021, le solde de cet emprunt cautionné par la municipalité totalise 10 000 000\$.

La municipalité s'est engagé dans une lettre de garantie financière de 3 000 000\$, auprès de la Banque Royale, pour le Ministère du Développement durable de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour l'exploitation d'une installation de valorisation de matières organiques résiduelles.

La municipalité se porte également garante auprès de la Fédération des Caisses

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Desjardins du Québec pour un montant de 2 500 000\$ pour un prêt à terme rotatif consenti à la compagnie 9343-0114 Québec inc. pour l'exploitation du Centre des Congrès de Saint-Hyacinthe.

B) Auto-assurance

La municipalité pratique l'auto-assurance en responsabilité civile pour un maximum de 1 000 000\$ de dollars par événement.

Au 31 décembre 2021, le solde de la réserve d'auto-assurance paraissant à l'excédent accumulé s'élève à 710 491\$.

C) Poursuites

Ville de Saint-Hyacinthe (ci-après « la municipalité »)

Actuellement, des poursuites ont été intentées contre la municipalité ces dernières années pour un montant total de 1 438 049\$. La municipalité nie toute responsabilité quant à ces réclamations. Aucune charge n'a été comptabilisée dans le rapport financier. Tout paiement pouvant résulter de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours et la municipalité pourra utiliser les ressources financières prévues à cette fin en utilisant la réserve d'auto-assurance si applicable.

D) Autres

Provision pour contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contestés l'évaluation financière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2019 à 2021. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la municipalité pourrait subir au cours des prochains exercices.

Advenant des jugements défavorables pour la municipalité concernant ces litiges, les pertes seraient imputés aux résultats consolidés de l'exercice en cours.

Risque environnementaux

Dans le cadre de sa gestion des risques environnementaux, la municipalité a déterminé des pertes environnementales futures possibles, lesquelles pourraient résulter en des coûts relatifs à la réhabilitation de certains terrains. Ces coûts ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable et dépendent notamment de l'utilisation future de ces terrains et de l'évolution des normes environnementales. Aucun montant n'est comptabilisé dans les présents états financiers relativement à ces pertes environnementales possibles. La municipalité s'est doté d'une assurance couvrant les atteintes à l'environnement pour un montant de 5 000 000\$.

22. Actifs éventuels

La Municipalité a intentée deux poursuites pour un total de 655 618\$. La

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

direction est d'avis que ces poursuites sont fondée et entend prendre les mesures appropriées. Aucun actif n'a été comptabilisé aux livres à cet égard. Tout recouvrement que la municipalité pourrait recevoir dans le cadre de ces poursuites serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26 Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 24 000 000\$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntés à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Incidences résultant de la pandémie de Covid-19

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde. La pandémie de COVID-19 et les mesures prises en réaction à l'écllosion ont entraîné des perturbations temporaires importantes des activités de la municipalité. La municipalité a pris et continuera de prendre des mesures à la suite de ces évènements afin d'en minimiser les répercussions. Toutefois, à la date de mise au point définitive des états financiers, la durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues. Par conséquent, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers, les flux de trésorerie et la situation financière de la municipalité pour les exercices futurs.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	84 074 107	83 899 294	87 100 692			87 100 692
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 501 010	6 953 425	7 435 265			7 435 265
Quotes-parts	3					6 900 635	497 438
Transferts	4	5 022 493	3 304 113	3 715 998			3 715 998
Services rendus	5	8 999 232	12 023 885	12 954 455			12 954 455
Imposition de droits	6	6 634 897	4 187 000	7 635 780			7 635 780
Amendes et pénalités	7	3 104 537	1 962 500	2 815 165			2 815 165
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	1 154 039	939 542	940 057		5 750	945 807
Autres revenus	10	391 720	77 063	926 402		13 203	939 605
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	116 882 035	113 346 822	123 523 814		6 919 588	124 040 205
Investissement							
Taxes	13	237 259		181 376			181 376
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 907 183	10 250 000	16 286 858			16 286 858
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	2 691 371		1 677 741			1 677 741
Autres	18	1 094 792	191 500	662 513			662 513
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	5 930 605	10 441 500	18 808 488			18 808 488
	22	122 812 640	123 788 322	142 332 302		6 919 588	142 848 693
Charges							
Administration générale	23	10 211 238	10 649 224	13 244 123	275 009		13 519 132
Sécurité publique	24	17 387 774	19 064 965	17 945 917	686 608		18 632 525
Transport	25	12 245 440	13 442 789	13 102 389	6 558 799		19 661 188
Hygiène du milieu	26	18 492 418	19 089 323	18 726 894	10 051 505	6 861 202	29 236 404
Santé et bien-être	27	1 578 088	975 424	1 925 480	67 260		1 992 740
Aménagement, urbanisme et développement	28	6 149 894	8 001 292	6 791 384	775 700		7 567 084
Loisirs et culture	29	11 811 210	16 791 142	14 555 975	4 827 312		19 383 287
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	3 842 915	5 758 164	3 776 081			3 776 081
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	22 098 397	21 470 000	23 242 193	(23 242 193)		
	34	103 817 374	115 242 323	113 310 436		6 861 202	113 768 441
Excédent (déficit) de l'exercice	35	18 995 266	8 545 999	29 021 866		58 386	29 080 252

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	18 995 266	8 545 999	29 021 866	58 386	29 080 252
Moins : revenus d'investissement	2	(5 930 605)	(10 441 500)	(18 808 488)	()	(18 808 488)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	13 064 661	(1 895 501)	10 213 378	58 386	10 271 764
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	22 098 397	21 470 000	23 242 193	3 134	23 245 327
Produit de cession	5	496 711	310 000	1 674 200		1 674 200
(Gain) perte sur cession	6	241 711		(75 307)		(75 307)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	22 836 819	21 780 000	24 841 086	3 134	24 844 220
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	107 310		168 719		168 719
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	107 310		168 719		168 719
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	51		(3)		(3)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	51		(3)		(3)
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	606 087	559 650	352 401		352 401
Remboursement de la dette à long terme	17	(6 670 511)	(6 983 267)	(10 537 217)	()	(10 537 217)
	18	(6 064 424)	(6 423 617)	(10 184 816)		(10 184 816)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(24 774 726)	(10 113 000)	(23 678 413)	()	(23 678 413)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	168 533		238 048	12 486	250 534
Excédent de fonctionnement affecté	21	(110 434)	705 835		104 237	104 237
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 583 037)	(3 230 092)	(2 755 341)		(2 755 341)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(907 730)	(823 625)	2 914 309		2 914 309
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(28 207 394)	(13 460 882)	(23 281 397)	116 723	(23 164 674)
	26	(11 327 638)	1 895 501	(8 456 411)	119 857	(8 336 554)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 737 023		1 756 967	178 243	1 935 210

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 930 605	18 808 488	18 808 488
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	785 119 )(	873 333 )(	873 333)
Sécurité publique	3 (	200 975 )(	623 236 )(	623 236)
Transport	4 (	16 554 925 )(	25 095 451 )(	25 095 451)
Hygiène du milieu	5 (	10 139 371 )(	15 990 985 )(	15 990 985)
Santé et bien-être	6 (	201 453)(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 962 221 )(	261 683 )(	261 683)
Loisirs et culture	8 (	2 122 814 )(	9 769 924 )(	9 769 924)
Réseau d'électricité	9 (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (
	11 (	31 966 878 )(	52 614 612 )(	52 614 612)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	766 349	24 943 285	24 943 285
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	24 774 726	23 678 413	23 678 413
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16			
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	4 216 011	4 399 139	4 399 139
	19	28 990 737	28 077 552	28 077 552
	20	(2 209 792)	406 225	406 225
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 720 813	19 214 713	19 214 713

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	49 251 169	34 363 473	1 122 304	35 485 777
Débiteurs (note 5)	2	52 610 226	62 255 673	385 591	62 607 552
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	193	195		195
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	4 830 000	3 501 000		3 501 000
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	106 691 588	100 120 341	1 507 895	101 594 524
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	48 101 323	24 510 300		24 510 300
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	18 070 023	16 014 013	681 465	16 661 766
Revenus reportés (note 12)	12	784 841	543 883		543 883
Dettes à long terme (note 13)	13	119 384 439	137 469 064		137 469 064
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	186 340 626	178 537 260	681 465	179 185 013
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(79 649 038)	(78 416 919)	826 430	(77 590 489)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	539 799 029	567 572 554	40 536	567 613 090
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 342 681	4 173 962		4 173 962
Stocks de fournitures	20	571 001	601 058		601 058
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	352 747	507 628	8 441	516 069
	23	545 065 458	572 855 202	48 977	572 904 179
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 737 023	1 832 457	119 486	1 951 943
Excédent de fonctionnement affecté	25	4 404 928	4 785 799	715 385	5 501 184
Réserves financières et fonds réservés	26	2 979 676	2 378 492		2 378 492
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(10 079 433)	(7 558 723)		(7 558 723)
Financement des investissements en cours	28	(7 578 290)	11 636 422		11 636 422
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	453 793 650	466 246 390	40 536	466 286 926
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	465 416 420	494 438 283	875 407	495 313 690
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	20 280 281	21 732 779	21 958 616	20 474 144
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	4 738 417	5 478 636	5 526 684	5 225 617
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	1 545 139	1 337 969	1 337 969	1 466 861
Autres services	7				
Autres biens et services	8	41 421 852	36 153 180	36 334 166	34 513 330
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	3 116 975	2 099 160	2 099 160	1 997 476
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 194 590	1 131 299	1 131 299	1 195 105
D'autres tiers	12	379 250	319 077	319 077	359 894
Autres frais de financement	13	1 067 349	226 545	226 545	290 440
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	10 610 283	9 595 025	9 595 025	7 523 093
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	7 229 787	7 293 398	7 293 398	7 063 978
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	21 470 000	23 242 193	23 245 327	22 101 497
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21	2 188 400	4 701 175	4 701 175	2 060 130
	22				
	23				
	24	115 242 323	113 310 436	113 768 441	104 271 565

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 951 943	1 848 460
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 501 184	5 066 840
Réserves financières et fonds réservés	3	2 378 492	2 979 676
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(7 558 723)	(10 079 433)
Financement des investissements en cours	5	11 636 422	(7 578 290)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	466 286 926	453 837 319
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	495 313 690	466 233 438
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 832 457	1 737 023
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	119 486	111 437
	11	1 951 943	1 848 460
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Prog.dev.culturel / dép.élect.	12	345 871	
▪ Terrains industriels	13	1 240 499	1 240 499
▪ Signalisation dynamique	14	150 000	150 000
▪ Caution St-Hyac. Tech	15	1 500 000	1 500 000
▪ Prog.facades commerciales	16	675 000	1 050 000
▪ Oeuvre d'art	17	20 000	10 000
▪ Prog.aide à la rénovation	18	275 000	275 000
▪ 1555 Marché public	19	229 429	179 429
▪ Prog.soutien entr./prog.immig.	20	350 000	
	21	4 785 799	4 404 928
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie, Écocentres	22	597 429	533 029
▪ CSQ,PRVIS, Budget 2022	23	58 237	68 078
▪ Budget suivant	24	59 719	60 805
	25	715 385	661 912
	26	5 501 184	5 066 840

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Auto-Assurances	27 710 491	900 000
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	710 491 900 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 072 924	1 042 852
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 69 645	129 254
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Financement act.fonctionnement	45 525 432	907 570
▪	46	
	47	1 668 001 2 079 676
	48	2 378 492 2 979 676

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()	(48 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (770 250)	(1 195 875)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()	()
Autres	53 (709 000)	(1 059 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()	()
	55 (1 479 250)	(2 302 875)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()	()
Assainissement des sites contaminés	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres		
▪	59 ()	()
▪	60 ()	()
	61 (1 479 250)	(2 302 875)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	63 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	70 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (641 288)	(623 533)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()	()
Autres		
▪ Transferts	73 (600 000)	(1 036 100)
▪ Tr.Biométhanisation à l'ens.	74 ((10 279 261))	((14 041 941))
	75 ((9 037 973))	((12 382 308))
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres	80	
▪	81	
	82 ((7 558 723))	((10 079 433))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 21 439 229	20 500 721
Investissements à financer	84 (9 802 807)	(28 079 011)
	85 11 636 422	(7 578 290)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 567 613 090	539 842 698
Propriétés destinées à la revente	87 4 173 962	4 342 681
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 195	193
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 571 787 247	544 185 572
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 571 787 247	544 185 572
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (137 469 064)	(119 384 439)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (661 502)	(599 961)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 31 855 365	28 414 499
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 774 880	1 221 648
	99 (105 500 321)	(90 348 253)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (105 500 321)	(90 348 253)
	102 466 286 926	453 837 319

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Saint-Hyacinthe (ci-après « la municipalité ») parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert aux employés (les employés cols bleus, les employés cols blancs, les employés cadres, les employés cadres policier-pompier et les employés policier-pompier) est contributif. En vertu de la Loi RRSM, le financement des régimes municipaux est dorénavant effectué par le biais de deux volets distincts : un volet pour le service avant le 1er janvier 2014 (Volet antérieur) et un volet pour le service à compter du 1er janvier 2014 (Nouveau volet).

Les règles de financement relativement au Nouveau volet prévoient le partage à parts égales entre l'employeur et les participants actifs du Régime. Actuellement, la cotisation salariale de service courant des employés est de 8,35 % du salaire et la cotisation salariale de stabilisation des employés est de 1,25 % du salaire. La cotisation patronale de service courant est de 8,35 % du salaire et la cotisation patronale de stabilisation est de 1,25 % du salaire.

La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2019.

Pour le Volet antérieur, les prestations sont établies principalement d'après une formule de salaire de carrière revalorisée historiquement de temps à autre sur la base des derniers salaires. Pour le Nouveau volet, ce Régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année (2,0 % du salaire de l'année, payable avant l'âge de 65 ans, et 1,7 % du salaire de l'année, payable à compter de 65 ans) et les rentes accumulées sont indexées à chaque année. De plus, les employés cadres, les employés cadres policier-pompier et les employés policier-pompier bénéficient d'un supplément de transition pour les années de service décomptées dans le Volet antérieur.

L'âge normal de retraite est de 65 ans (60 ans pour les employés cadres policier-pompier et pour les employés policier-pompier pour le Volet antérieur). Toutefois, le participant peut prendre une retraite facultative avant son âge normal de retraite, l'âge variant selon le groupe et selon le volet.

Des prestations sont également versées lors de la cessation de la participation suite au décès ou à la cessation d'emploi avant la retraite.

La Caisse de retraite des employés de la Ville de Saint-Hyacinthe est administrée par un Comité de retraite composé de 15 membres. Dans le cadre de ses fonctions, le Comité de retraite est accompagné de plusieurs experts notamment l'actuaire, l'auditeur, les assureurs, les gestionnaires de portefeuille et le gardien de valeurs de la caisse de retraite. Plusieurs documents sont utilisés par le Comité de retraite, notamment :

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

- Le règlement du Régime qui établit les prestations en cas de cessation, retraite, décès et invalidité.
- La politique de placement qui permet d'obtenir le rendement optimal des actifs de la caisse de retraite relativement aux caractéristiques et aux objectifs du Régime. La politique favorise la cohérence entre les actions des divers intervenants et permet d'encadrer judicieusement les relations entre le Comité de retraite et les gestionnaires.
- La politique de financement qui a pour objet d'établir les principes directeurs liés au financement qui doivent guider le Comité de retraite dans l'exercice de ses fonctions.
- Le règlement intérieur pour régir le fonctionnement et la gouvernance du Comité de retraite. Un exercice de révision est fait annuellement via la liste de contrôle.

Au cours de l'exercice 2021, la municipalité a exécutée une partie de la clause banquier au montant de 811 100\$. Les cotisations versées par l'employeur à la conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs sont présentées nettes de ce montant.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 4 830 000	5 442 000
Charge de l'exercice	4 (1 952 000)	(2 000 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 623 000	1 388 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 3 501 000	4 830 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 76 761 000	77 019 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (76 572 000)	(76 070 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 189 000	949 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 3 312 000	3 881 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 3 501 000	4 830 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 3 501 000	4 830 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 898 000	2 776 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 2 898 000	2 776 000
Cotisations salariales des employés	21 (1 434 000)	(1 388 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 464 000	1 388 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 517 000	612 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 981 000	2 000 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 4 143 000	4 149 000
Rendement espéré des actifs	33 (4 172 000)	(4 149 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (29 000)	
Charge de l'exercice	35 1 952 000	2 000 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 077 000	5 588 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (4 172 000)	(4 149 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (2 095 000)	1 439 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 2 147 000	(490 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 4 392 000	4 225 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 81 553 000	80 475 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 6 487 000	5 802 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 %	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains offre un régime à cotisations déterminés aux membres admissibles de son personnel. La participation à ce régime est facultative lorsque l'employé atteint les critères d'admissibilité. Les participants doivent verser obligatoirement une cotisation correspondant à 1% des gains admissibles et peuvent y ajouter des cotisations volontaires. La régie verse des cotisations de 5% des gains admissibles dans le compte établi du participant. Le compte du participant sera utilisé pour pourvoir une prestation de retraite à la retraite de celui-ci. La régie n'a pas d'autres obligations en ce qui concerne le régime de retraite en date du 31 décembre 2021.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	8 702	10 046
	112	8 702	10 046

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité verse au compte REER du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) pour et au nom de chacun des pompiers participants une somme équivalente à celle versée par ces dernier, et ce, pour un montant maximum de 1 100\$ si le pompier a effectué moins de 720 heures annuellement en gardes internes durant l'année précédente et un montant maximum de 1 250\$ si le pompier a effectué plus de 720 heures annuellement en gardes internes durant l'année précédente.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	75 990	76 856
Autres régimes	117		
	118	75 990	76 856

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	13	12

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	19 018	22 005
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	64 090	74 157
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	26 684	27 005
	123	90 774	101 162

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	60 699 304	62 597 314	61 703 716
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9		181 376	237 259
Autres	10			
	11	60 699 304	62 778 690	61 940 975
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	8 636 302	9 265 317	8 733 918
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	6 794 631	6 967 467	6 804 409
Matières résiduelles	15	5 734 465	5 898 418	4 511 370
Autres				
▪ Gestion inst.septique	16	150 700	151 638	153 017
▪ Lampes UV	17	38 180	47 548	37 408
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	325 000	329 245	320 985
Service de la dette	20	1 220 712	1 545 806	1 518 017
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	22 899 990	24 205 439	22 079 124
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26	300 000	297 939	291 267
	27	300 000	297 939	291 267
	28	23 199 990	24 503 378	22 370 391
	29	83 899 294	87 282 068	84 311 366

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	1 305 694	1 305 695	1 305 695
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31	101 025	121 907	101 394
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	1 406 719	1 427 602	1 407 089
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	1 384 994	1 511 992	1 535 620
Cégeps et universités	36	1 488 636	1 646 260	1 686 979
Écoles primaires et secondaires	37	1 523 859	1 718 998	1 726 751
	38	4 397 489	4 877 250	4 949 350
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	5 804 208	6 304 852	6 356 439
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	792 192	792 192	792 192
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	33 900	25 296	25 987
Taxes d'affaires	46			
	47	826 092	817 488	818 179
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48	323 125	312 925	326 392
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50	323 125	312 925	326 392
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	6 953 425	7 435 265	7 501 010

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	35 467	35 467	44 000
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	13 551	13 551	70 000
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	94 262	108 665	81 450
Réseau de distribution de l'eau potable	71	22 424	22 211	28 674
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73	231 998	347 671	219 538
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	425 000	359 734	413 721
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76	550 000	1 082 176	921 022
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86	257 290	(22 340)	(22 340)
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	17 578	13 545	13 545
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	7 390	7 391	7 391
Autres	91	33 743	83 499	83 499
Réseau d'électricité	92			
	93	1 639 685	2 051 570	2 051 570
				1 878 156

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99			
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101	257 882	257 882	1 112 476
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	216 492	216 492	794 707
Réseau de distribution de l'eau potable	110	826 190	826 190	
Traitement des eaux usées	111	56 886	56 886	
Réseaux d'égout	112	10 250 000	14 929 408	14 929 408
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128			
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	10 250 000	16 286 858	16 286 858
				1 907 183

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	448 520	448 520	448 520
Dotation spéciale de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143	1 215 908	1 215 908	1 215 908
	144	1 664 428	1 664 428	1 664 428
TOTAL DES TRANSFERTS	145	13 554 113	20 002 856	20 002 856
				6 929 676

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	146	208 150	267 511	226 741
Évaluation	147			
Autres	148			
	149	208 150	267 511	226 741
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	610 536	594 894	530 844
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	610 536	594 894	530 844
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	229 370	381 829	279 598
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	229 370	381 829	279 598

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182	600 000	600 000	550 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185	600 000	600 000	550 000
Réseau d'électricité				
	186			
	187	1 648 056	1 844 234	1 587 183

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188	2 500	877	4 181
Évaluation	189			
Autres	190	524 862	1 091 960	457 249
	191	527 362	1 092 837	461 430
Sécurité publique				
Police	192	322 982	322 913	321 886
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	322 982	322 913	321 886
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	872 044	699 844	804 533
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200	291 279	351 189	190 654
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	1 163 323	1 051 033	995 187
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	36 000	60 137	42 829
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209	4 940	1 009 347	6 013
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211	41 695	52 465	39 929
Autres	212	4 940 568	4 577 960	4 330 476
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214	11 100	15 903	4 244
Autres	215			
	216	5 034 303	5 715 812	4 423 491

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2021	2021	2021	2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	185 744	202 773	179 285
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225	185 744	202 773	179 285
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	868 258	806 541	957 710
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	2 273 857	1 918 312	73 060
	229	3 142 115	2 724 853	1 030 770
Réseau d'électricité				
	230			
	231	10 375 829	11 110 221	7 412 049
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	12 023 885	12 954 455	8 999 232

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	487 000	563 541	450 923
Droits de mutation immobilière	234	3 300 000	6 538 737	5 737 399
Droits sur les carrières et sablières	235	400 000	533 502	446 575
Autres	236			
	237	4 187 000	7 635 780	6 634 897
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	1 962 500	2 815 165	3 104 537
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	939 542	940 057	1 162 539
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		75 307	(241 711)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		277 464	521 954
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		1 677 741	2 691 371
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	268 563	1 236 144	1 219 505
	251	268 563	3 266 656	4 191 119
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 009 705	843 370	8 111	851 481	851 481	844 448
Greffe et application de la loi	2	1 897 682	3 601 181	7 971	3 609 152	3 609 152	1 553 277
Gestion financière et administrative	3	6 586 046	7 583 879	252 739	7 836 618	7 836 618	6 845 660
Évaluation	4	375 866	365 606	6 188	371 794	371 794	421 220
Gestion du personnel	5	779 925	850 087		850 087	850 087	790 389
Autres							
▪	6						
▪	7						
	8	10 649 224	13 244 123	275 009	13 519 132	13 519 132	10 454 994
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	11 257 536	11 260 698	120 859	11 381 557	11 381 557	10 650 097
Sécurité incendie	10	5 634 100	5 616 608	489 985	6 106 593	6 106 593	6 257 969
Sécurité civile	11	1 250 435	139 709		139 709	139 709	320 669
Autres	12	922 894	928 902	75 764	1 004 666	1 004 666	876 930
	13	19 064 965	17 945 917	686 608	18 632 525	18 632 525	18 105 665
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 528 253	5 304 259	5 981 636	11 285 895	11 285 895	10 472 682
Enlèvement de la neige	15	3 393 332	2 970 794	129 928	3 100 722	3 100 722	3 469 244
Éclairage des rues	16	441 944	465 570	340 679	806 249	806 249	760 149
Circulation et stationnement	17	893 678	895 939	106 556	1 002 495	1 002 495	885 194
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 185 582	3 465 827		3 465 827	3 465 827	2 818 657
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	13 442 789	13 102 389	6 558 799	19 661 188	19 661 188	18 405 926

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 576 423	2 573 776	1 702 375	4 276 151	4 276 151	3 757 156
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 376 907	1 666 288	1 137 870	2 804 158	2 804 158	3 076 210
Traitement des eaux usées	25	3 839 990	4 008 847	3 575 825	7 584 672	7 584 672	7 645 215
Réseaux d'égout	26	1 229 356	1 302 165	3 635 435	4 937 600	4 937 600	4 481 020
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 574 471	1 525 376		1 525 376	1 290 185	1 101 197
Élimination	28	1 586 194	1 536 735		1 536 735	1 299 792	1 132 907
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 244 567	1 148 793		1 148 793	1 161 362	902 148
Tri et conditionnement	30	713 902	658 965		658 965	666 174	244 290
Matières organiques							
Collecte et transport	31	986 835	973 225		973 225	983 243	717 271
Traitement	32	3 199 960	2 860 524		2 860 524	2 865 504	4 022 934
Matériaux secs	33	194 024	214 812		214 812	500 453	387 580
Autres	34					609 722	641 675
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37	336 496	75 745		75 745	75 745	170 419
Protection de l'environnement	38	230 198	181 643		181 643	181 643	259 798
Autres	39						
	40	19 089 323	18 726 894	10 051 505	28 778 399	29 236 404	28 539 820
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	975 424	1 925 424	67 260	1 992 684	1 992 684	1 579 426
Sécurité du revenu	42						
Autres	43		56		56	56	
	44	975 424	1 925 480	67 260	1 992 740	1 992 740	1 579 426

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 880 848	3 196 815	775 700	3 972 515	3 925 228
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	204 264	181 540		181 540	297 693
Autres biens	47	1 360 000	489 950		489 950	335 097
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	2 431 623	2 056 621		2 056 621	2 088 217
Tourisme	49	28 551	17 124		17 124	22 696
Autres	50	96 006	680 615		680 615	88 467
Autres	51		168 719		168 719	107 310
	52	8 001 292	6 791 384	775 700	7 567 084	6 864 708
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	3 759 911	3 704 315	2 555 175	6 259 490	5 726 060
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 833 940	1 681 557		1 681 557	1 735 967
Piscines, plages et ports de plaisance	55	3 237 400	2 391 952		2 391 952	2 326 811
Parcs et terrains de jeux	56	1 459 076	1 356 728		1 356 728	1 207 853
Parcs régionaux	57	617 358	507 249		507 249	476 478
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	10 907 685	9 641 801	2 555 175	12 196 976	11 473 169
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	3 516 617	2 831 115	1 998 260	4 829 375	2 819 738
Bibliothèques	62	1 670 432	1 661 840	273 877	1 935 717	1 774 719
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	696 408	421 219		421 219	410 485
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	5 883 457	4 914 174	2 272 137	7 186 311	5 004 942
	67	16 791 142	14 555 975	4 827 312	19 383 287	16 478 111

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	4 306 934	3 202 889		3 202 889	3 202 889	3 215 950
Autres frais	70	383 881	346 647		346 647	346 647	336 525
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		(29 000)		(29 000)	(29 000)	
Autres	72	1 067 349	255 545		255 545	255 545	290 440
	73	5 758 164	3 776 081		3 776 081	3 776 081	3 842 915
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	21 470 000	23 242 193 (	23 242 193)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 837 722	1 837 722	1 674 537
	Usines de traitement de l'eau potable	393 895	393 895	1 411 693
	Usines et bassins d'épuration	1 482 633	1 482 633	710 780
	Conduites d'égout	7 868 016	7 868 016	5 178 046
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	7 387 867	7 387 867	8 858 372
	Ponts, tunnels et viaducs	7 143 014	7 143 014	4 916 985
	Systèmes d'éclairage des rues	332 006	332 006	231 347
	Aires de stationnement	194 707	194 707	
	Parcs et terrains de jeux	2 794 998	2 794 998	927 877
	Autres infrastructures	1 025 961	1 025 961	973 750
	Réseau d'électricité			
Bâtiments				
	Édifices administratifs	849 590	849 590	141 088
	Édifices communautaires et récréatifs	12 930 594	12 930 594	1 104 295
	Améliorations locatives	26 608	26 608	
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	1 250 767	1 250 767	349 899
	Ameublement et équipement de bureau	57 296	57 296	113 597
	Machinerie, outillage et équipement divers	6 084 286	6 084 286	1 911 745
	Terrains	683 721	683 721	2 493 500
	Autres	270 931	270 931	971 246
		52 614 612	52 614 612	31 968 757

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 621 083	1 621 083	912 828
	Usines de traitement de l'eau potable	393 895	393 895	1 411 693
	Usines et bassins d'épuration	1 482 633	1 482 633	710 780
	Conduites d'égout	7 420 837	7 420 837	3 624 717
	Autres infrastructures	8 974 342	8 974 342	6 106 565
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	216 639	216 639	761 709
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	447 179	447 179	1 553 329
	Autres infrastructures	9 904 211	9 904 211	9 801 766
	Autres immobilisations corporelles	22 153 793	22 153 793	7 085 370
		52 614 612	52 614 612	31 968 757

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	13 272 701	657 021	1 525 144	12 404 578
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	78 297 200	24 991 067	9 417 644	93 870 623
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	91 569 901	25 648 088	10 942 788	106 275 201
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	18 029 252	12 594 261	2 251 431	28 372 082
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	10 385 247		6 901 964	3 483 283
	12	28 414 499	12 594 261	9 153 395	31 855 365
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	28 414 499	12 594 261	9 153 395	31 855 365
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	28 414 499	12 594 261	9 153 395	31 855 365
	18	119 984 400	38 242 349	20 096 183	138 130 566
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	119 984 400	38 242 349	20 096 183	138 130 566

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	138 130 566
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	9 802 807
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	31 855 365
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	69 645
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	116 008 363
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	116 008 363
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	19 959
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	116 028 322
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	116 028 322
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	821 157	816 898	829 872
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 530 631	2 061 277	1 354 581
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	6 576 009	6 289 487	4 809 146
Cours d'eau	13	300 000	45 721	153 870
Protection de l'environnement	14	114 553	113 710	110 262
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	267 933	267 932	265 362
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	10 610 283	9 595 025	7 523 093

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	52 458 815	31 416 346
Frais de financement	4	155 797	550 532
Autres	5		
	6	52 614 612	31 966 878

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	66,57	35,00	121 149,36	6 031 977	1 677 190	7 709 167
Professionnels	2	40,96	32,50	69 220,42	1 347 607	162 431	1 510 038
Cols blancs	3	78,42	32,50	132 532,21	4 057 512	1 156 370	5 213 882
Cols bleus	4	122,21	40,00	254 195,09	7 352 035	1 910 036	9 262 071
Policiers	5						
Pompiers	6	41,61	40,00	86 555,22	2 368 009	412 394	2 780 403
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	349,77		663 652,30	21 157 140	5 318 421	26 475 561
Élus	9	12,00			575 639	160 215	735 854
	10	361,77			21 732 779	5 478 636	27 211 415

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	108 665	85 788	130 704		325 157
Réseau de distribution de l'eau potable	13	22 211	241 247	584 943		848 401
Traitement des eaux usées	14		34 419	22 467		56 886
Réseaux d'égout	15	347 671	5 663 813	9 265 594		15 277 078
Autres	16	3 237 451	128 942	128 941		3 495 334
	17	3 715 998	6 154 209	10 132 649		20 002 856

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	55 789	83 084
	4	55 789	83 084
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	6 656	7 324
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	6 656	7 324
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	833 324	643 946
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	833 324	643 946
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	201 658	134 494
Réseau de distribution de l'eau potable	17	134 116	165 052
Traitement des eaux usées	18	1 281 725	1 385 755
Réseaux d'égout	19	160 855	202 240
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	1 778 354	1 887 541
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	10 782	5 051
	30	10 782	5 051
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		10 593
Rénovation urbaine	32	12 108	18 532
Promotion et développement économique	33	702 791	732 376
Autres	34		
	35	714 899	761 501
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	140 823	197 175
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	225 219	232 883
Autres	38	10 235	24 410
	39	376 277	454 468
Réseau d'électricité			
	40		
	41	3 776 081	3 842 915

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
BARRÉ, BERNARD	Conseiller	28 920	14 460	1 400	700
COULOMBE, GUYLAIN	Conseiller	3 936	1 968	70	35
HUARD, DAVID-OLIVIER	Conseiller	3 936	1 968		
BEAUREGARD, ANDRÉ	Maire	38 819	14 861	1 004	416
BOUSQUET, DAVID	Conseiller	28 920	14 460		
CÔTÉ, DONALD	Conseiller	28 920	14 460		
CORBEIL, CLAUDE	Maire	121 296	15 081		8 519
PELLETIER, ANNIE	Conseiller	28 920	14 460		
THÉRIAULT, PIERRE	Conseiller	28 920	14 460	1 120	560
ROY, LINDA	Conseiller	29 514	12 532		
MESSIER, STÉPHANIE	Conseiller	30 514	12 532		
CARON, JEANNOT	Conseiller	28 920	14 460		
GAGNÉ, CLAIRE	Conseiller	29 920	14 460		
ARPIN, ANDRÉ	Conseiller	3 986	1 968		
BÉDARD, MÉLANIE	Conseiller	3 936	1 968		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 24 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 533 502 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 154 600 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 3 410 199 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 2 228 641 \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?</i>	62	X	63	
Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :				
a) Numéro de la résolution	64	13-94		
b) Date d'adoption de la résolution	65	2013-03-18		
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>				
a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	66	1		
b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	67	1		
<i>Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens</i>				
c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)	68	3		
d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)	69	3		
e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)	70			
f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10)	71			
g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)	72			
h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	73	2 307		
i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)	74	1 148		
j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	75	5		
k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?	76		77	X
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021				
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	16 933 097 \$		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	258 012 \$		
Ministère des Transports	80	4 062 861 \$		
Ministère de la Culture et des Communications	81	978 624 \$		
Autres ministères/organismes	82	14 839 172 \$		
	83	37 071 766 \$		

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Hyacinthe (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond, Chabot, Grant, Thornton, S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208
Montréal, le 9 mai 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	87 282 068
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>2 228 641</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(75 167)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	297 939
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 041 641
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	329 245
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>73 538 076</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	6 735 287 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>6 891 526 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>6 813 406 750</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,0793 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI NON S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	65 484 342
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	65 484 342

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	9 751 591
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	7 388 115
Matières résiduelles	15	5 870 790
Autres		
▪ Installation septique	16	147 950
▪ Entretien lampe UV	17	46 701
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	325 000
Service de la dette	20	1 358 749
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	24 888 896
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	300 000
	27	300 000
	28	25 188 896
	29	90 673 238

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 349 678
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	101 998
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 451 676

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 553 189
Cégeps et universités	7	1 619 164
Écoles primaires et secondaires	8	1 746 770
	9	4 919 123

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	6 370 799

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	814 293
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	33 200
Taxes d'affaires	17	
	18	847 493

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	336 237
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	336 237

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	7 554 529

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	4 391 890 721 x	0,6899 /100 \$	30 299 654				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	946 919 132 x	0,6899 /100 \$	6 532 795				
Immeubles non résidentiels	4	1 417 633 721 x	/100 \$					
Immeubles industriels	5	375 354 511 x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	116 869 400 x	1,3798 /100 \$	1 612 564				
Immeubles forestiers	8	141 900 x	0,6899 /100 \$	979				
Immeubles agricoles	9	598 914 813 x	0,6899 /100 \$	4 131 913				
Total	10			42 577 905	(2 264 150)	()	25 170 587	65 484 342
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>200,00 \$</u>
Égout	2 <u>153,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>205,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Taxes d'eau au compteur	0,8800	7 - autres (préciser)	mètre cube
Taxe de piscine	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Taxe gestion des inst.septiques	110,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Taxe d'assainissement au compteur	0,4400	7 - autres (préciser)	mètre cube
Taxe dév. commercial centre-ville	0,6500	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxe gestion inst.septique chalet	55,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Taxe d'eau chalet	140,0000	4 - tarif fixe (compensation)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	90 673 238
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>2 264 150</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2022 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	300 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 800 462
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	325 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>77 247 776</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	<u>7 847 724 198</u>
---	-----------	-----------------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2022 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<u>0,9843 / 100 \$</u>
--	-----------	-------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	18 879 902	5 449 485		1 558 672	6 314 470	3 993 825
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	1 133 831	4 897 791			4 238 133	56 605
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	300 000					
	8	20 313 733	10 347 276		1 558 672	10 552 603	4 050 430

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	946	29 287 042			65 484 342
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		1 358 749			1 358 749
Autres	5		12 878 787			23 205 147
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					300 000
	8	946	43 524 578			90 348 238

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
-IMMEUBLE NON RÉSIDENTIEL MOINS DE 300 000\$ - TAUX 1.5032 / 100\$			
-IMMEUBLE NON RÉSIDENTIEL DE 300 000\$ ET PLUS - TAUX 1.5343 / 100\$			
-IMMEUBLE INDUSTRIEL MOINS DE 600 000\$ - TAUX 1.4783 / 100\$			
-IMMEUBLE INDUSTRIEL DE 600 000\$ ET PLUS - TAUX 1.5079 / 100\$			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	_____	\$
2022	22	_____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	_____	\$
2022	24	_____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input checked="" type="checkbox"/> 32 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	33 <u>3 231 229 \$</u>
5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34 _____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35 <u>2021-12-20</u>
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36 <u>122 394 586 \$</u>
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37 <u>6 468 433 \$</u>
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38 <u>5 772 409 \$</u>
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39 _____ \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Crystal Poirier, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Saint-Hyacinthe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 16 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Hyacinthe.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Hyacinthe consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Hyacinthe détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-22 08:25:44

Date de transmission au Ministère : 2022-05-17

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Budget 2021		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	116 882 035	113 346 822	123 523 814	6 919 588	124 040 205
Investissement	2	5 930 605	10 441 500	18 808 488		18 808 488
	3	122 812 640	123 788 322	142 332 302	6 919 588	142 848 693
Charges	4	103 817 374	115 242 323	113 310 436	6 861 202	113 768 441
Excédent (déficit) de l'exercice	5	18 995 266	8 545 999	29 021 866	58 386	29 080 252
Moins : revenus d'investissement	6	(5 930 605)	(10 441 500)	(18 808 488)	()	(18 808 488)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	13 064 661	(1 895 501)	10 213 378	58 386	10 271 764
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	22 098 397	21 470 000	23 242 193	3 134	23 245 327
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	606 087	559 650	352 401		352 401
Remboursement de la dette à long terme	10	(6 670 511)	(6 983 267)	(10 537 217)	()	(10 537 217)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(24 774 726)	(10 113 000)	(23 678 413)	()	(23 678 413)
Excédent (déficit) accumulé	12	(3 432 668)	(3 347 882)	397 016	116 723	513 739
Autres éléments de conciliation	13	845 783	310 000	1 767 609		1 767 609
	14	(11 327 638)	1 895 501	(8 456 411)	119 857	(8 336 554)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 737 023		1 756 967	178 243	1 935 210

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	49 251 169	34 363 473	35 485 777
Débiteurs	2	52 610 226	62 255 673	62 607 552
Placements de portefeuille	3	193	195	195
Autres	4	4 830 000	3 501 000	4 830 000
	5	106 691 588	100 120 341	101 594 524
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	119 384 439	137 469 064	119 384 439
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	66 956 187	41 068 196	66 910 153
	10	186 340 626	178 537 260	186 294 592
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(79 649 038)	(78 416 919)	(77 590 489)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	539 799 029	567 572 554	539 842 698
Autres	13	5 266 429	5 282 648	5 273 847
	14	545 065 458	572 855 202	545 116 545
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	1 737 023	1 832 457	1 951 943
Excédent de fonctionnement affecté	16	4 404 928	4 785 799	5 066 840
Réserves financières et fonds réservés	17	2 979 676	2 378 492	2 979 676
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(10 079 433)	(7 558 723)	(10 079 433)
Financement des investissements en cours	19	(7 578 290)	11 636 422	(7 578 290)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	453 793 650	466 246 390	453 837 319
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	465 416 420	494 438 283	495 313 690

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Prog.dev.culturel / dép.élect.	23	345 871	
▪ Terrains industriels	24	1 240 499	1 240 499
▪ Signalisation dynamique	25	150 000	150 000
▪ Caution St-Hyac. Tech	26	1 500 000	1 500 000
▪ Prog.facades commerciales	27	675 000	1 050 000
▪ Oeuvre d'art	28	20 000	10 000
▪ Prog.aide à la rénovation	29	275 000	275 000
▪ 1555 Marché public	30	229 429	179 429
▪ Prog.soutien entr./prog.immig.	31	350 000	
	32	4 785 799	4 404 928
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	715 385	661 912
	34	5 501 184	5 066 840
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	2 378 492	2 979 676
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	7 879 676	8 046 516

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	116 008 363
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	116 028 322

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021 Total consolidé	2020 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	93 870 623	78 297 200
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	12 404 578	13 272 701
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	28 372 082	18 029 252
Autres	8	3 483 283	10 385 247
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	138 130 566	119 984 400

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Réalizations 2021 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	84 074 107	83 899 294	87 100 692	87 100 692
Compensations tenant lieu de taxes	12	7 501 010	6 953 425	7 435 265	7 435 265
Quotes-parts	13				497 438
Transferts	14	5 022 493	3 304 113	3 715 998	3 715 998
Services rendus	15	8 999 232	12 023 885	12 954 455	12 954 455
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	9 739 434	6 149 500	10 450 945	10 450 945
Autres	17	1 545 759	1 016 605	1 866 459	1 885 412
	18	116 882 035	113 346 822	123 523 814	124 040 205
Investissement					
Taxes	19	237 259		181 376	181 376
Quotes-parts	20				
Transferts	21	1 907 183	10 250 000	16 286 858	16 286 858
Autres	22	3 786 163	191 500	2 340 254	2 340 254
	23	5 930 605	10 441 500	18 808 488	18 808 488
	24	122 812 640	123 788 322	142 332 302	142 848 693

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	10 649 224	13 244 123	275 009	13 519 132	13 519 132	10 454 994
Sécurité publique							
Police	2	11 257 536	11 260 698	120 859	11 381 557	11 381 557	10 650 097
Sécurité incendie	3	5 634 100	5 616 608	489 985	6 106 593	6 106 593	6 257 969
Autres	4	2 173 329	1 068 611	75 764	1 144 375	1 144 375	1 197 599
Transport							
Réseau routier	5	9 257 207	9 636 562	6 558 799	16 195 361	16 195 361	15 587 269
Transport collectif	6	4 185 582	3 465 827		3 465 827	3 465 827	2 818 657
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	9 022 676	9 551 076	10 051 505	19 602 581	19 602 581	18 959 601
Matières résiduelles	9	9 499 953	8 918 430		8 918 430	9 376 435	9 150 002
Autres	10	566 694	257 388		257 388	257 388	430 217
Santé et bien-être	11	975 424	1 925 480	67 260	1 992 740	1 992 740	1 579 426
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	3 880 848	3 196 815	775 700	3 972 515	3 972 515	3 925 228
Promotion et développement économique	13	2 556 180	2 754 360		2 754 360	2 754 360	2 199 380
Autres	14	1 564 264	840 209		840 209	840 209	740 100
Loisirs et culture	15	16 791 142	14 555 975	4 827 312	19 383 287	19 383 287	16 478 111
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	5 758 164	3 776 081		3 776 081	3 776 081	3 842 915
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	93 772 323	90 068 243	23 242 193	113 310 436	113 768 441	104 271 565
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	21 470 000	23 242 193 (	23 242 193)			
	21	115 242 323	113 310 436		113 310 436	113 768 441	104 271 565

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 930 605	18 808 488	18 808 488
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	31 966 878 )(	52 614 612 )(	52 614 612)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	766 349	24 943 285	24 943 285
Affectations				
Activités de fonctionnement	5	24 774 726	23 678 413	23 678 413
Excédent accumulé	6	4 216 011	4 399 139	4 399 139
	7	(2 209 792)	406 225	406 225
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 720 813	19 214 713	19 214 713

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S14